

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/47812]

22 NOVEMBER 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij de beslissing van 23 mei 2023 van de Centrale Paritaire Commissie van de gesubsidieerde confessionele vrije psycho-medisch-sociale centra tot vaststelling van de connectieplicht en het recht op deconnectie in de professionele relatie, met inbegrip van de begunstigden, verbindend wordt verklaard

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op de artikelen 112 en 117 ;

Gelet op de aanvraag van de Centrale paritaire commissie van de gesubsidieerde confessionele vrije psycho-medisch-sociale centra om de beslissing van 23 mei 2023 verbindend te verklaren ;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De beslissing van de centrale paritaire commissie van de gesubsidieerde confessionele vrije psycho-medisch-sociale centra van 23 mei 2023 tot vaststelling van de connectieplicht en het recht op deconnectie in de professionele relatie, met inbegrip van de begunstigden, wordt verbindend verklaard.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 01 september 2023.

Art. 3. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 november 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,

Sport en Onderwijs voor Sociale Promotie,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/47708]

22 NOVEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française organisant deux formations complémentaires consacrées aux mécanismes de soutien et de développement des compétences professionnelles ainsi que d'évaluation des personnels de l'enseignement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, l'article 6.1.3-9 et les articles 6.1.9-3, 6.1.9-5, tels qu'insérés par le décret du 20 juillet 2023 relatif au soutien, au développement des compétences professionnelles et à l'évaluation des personnels de l'enseignement ;

Vu le décret du 30 juin 1998 relatif à la formation en cours de carrière et au mécanisme de soutien et de développement des compétences professionnelles des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation et des experts de l'enseignement de promotion sociale, les articles 8.3 et 8.5 ;

Vu le décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière et au mécanisme de soutien et de développement des compétences professionnelles des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, les articles 8/3 et 8/5 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 juillet 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2023 ;

Vu le « Test genre » du 11 juillet 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 07 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation du 02 octobre 2023 avec le Comité de négociation entre le Gouvernement et Wallonie-Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateur visé aux articles 1.6.5-6 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités conclu en date du 18 septembre 2023 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'Etat dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 07 novembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'Etat sous le numéro 74.827/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 07 novembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education et du Ministre en charge de l'Enseignement de Promotion sociale ;
Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° délégué du directeur : le membre du personnel désigné par le directeur, au sens de l'article 6.1.9-4 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, de l'article 8.4 du décret du 30 juin 1998 précité et de l'article 8/4 du décret du 15 mars 1999 précité ;

2° demi-jours de formation : des demi-jours de formation supplémentaire visés, pour ce qui concerne l'enseignement obligatoire, à l'article 6.1.3-9 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

3° établissement scolaire : toute école au sens de l'article 1.3.1-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ou tout établissement de l'enseignement de promotion sociale ou de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

Art. 2. § 1^{er}. Durant les années scolaires 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026, il est organisé une formation complémentaire entre le niveau interréseaux et le niveau réseau comprenant quatre demi-jours de formation en présentiel ou en hybridation consacrés aux mécanismes de soutien et de développement des compétences professionnelles ainsi que d'évaluation des membres du personnel de l'enseignement.

Le public cible de la formation visée à l'alinéa 1^{er} est composé des personnes suivantes :

1° les directeurs nommés ou engagés à titre définitif, stagiaires ou désignés ou engagés à titre temporaire, en activité de service dans un établissement d'enseignement ;

2° les membres des pouvoirs organisateurs de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française qui le souhaitent.

Le nombre de demi-jours de formation visés à l'alinéa 1^{er} sont répartis de manière égalitaire entre le niveau interréseaux et le niveau réseau visés à l'article 6.1.3-3, § 1^{er}, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

Au sein de chaque formation complémentaire, les demi-jours de formation organisés au niveau interréseaux sont systématiquement suivis par un bénéficiaire de formation avant les demi-jours de formation organisés au niveau réseau.

Les demi-jours de formation organisés au niveau interréseaux sont consacrés aux balises liées aux mécanismes de soutien et de développement des compétences professionnelles ainsi que d'évaluation des personnels de l'enseignement, mais aussi aux objectifs desdits mécanismes et aux outils du Pouvoir régulateur à mettre en œuvre dans le cadre desdits mécanismes.

Les demi-jours de formation organisés au niveau réseau sont consacrés à la contextualisation et à la mise en œuvre des balises, objectifs et outils visés à l'alinéa précédent dans la réalité spécifique du réseau ou des établissements scolaires.

Pour les demi-jours de formation organisés au niveau réseau, le focus est mis sur le mécanisme de soutien et de développement des compétences professionnelles pour le public-cible visé à l'alinéa 2, 1°, et le focus est mis sur le mécanisme d'évaluation pour le public-cible visé à l'alinéa 2, 2°.

§ 2. Durant les années scolaires 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026, il est organisé une formation complémentaire entre le niveau interréseaux et le niveau réseau comprenant quatre demi-jours de formation en présentiel ou en hybridation consacré au mécanisme de soutien et de développement des compétences professionnelles des membres du personnel de l'enseignement.

Le public cible de la formation visée à l'alinéa 1^{er} est composé des délégués du directeur nommés ou engagés à titre définitif ou désignés ou engagés à titre temporaire, en activité de service dans un établissement d'enseignement.

Le nombre de demi-jours de formation visés à l'alinéa 1^{er} sont répartis de manière égalitaire entre le niveau interréseaux et le niveau réseau visés à l'article 6.1.3-3, § 1^{er}, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

Au sein de chaque formation complémentaire, les demi-jours de formation organisés au niveau interréseaux sont systématiquement suivis par un bénéficiaire de formation avant les demi-jours de formation organisés au niveau réseau.

Les demi-jours de formation organisés au niveau interréseaux sont consacrés aux balises liées aux mécanismes de soutien et de développement des compétences professionnelles ainsi que d'évaluation des personnels de l'enseignement, mais aussi aux objectifs desdits mécanismes et aux outils du Pouvoir régulateur à mettre en œuvre dans le cadre desdits mécanismes. Le focus est mis sur le mécanisme de soutien et de développement des compétences professionnelles.

Les demi-jours de formation organisés au niveau réseau sont consacrés à la contextualisation et à la mise en œuvre des balises, objectifs et outils du Pouvoir régulateur relatifs au mécanisme de soutien et de développement des compétences professionnelles visés à l'alinéa précédent dans la réalité spécifique du réseau ou des établissements scolaires. Un focus est mis sur la notion de délégation.

Art. 3. Les formations complémentaires visées à l'article 2 ne font pas l'objet d'une prime telle que visée à l'article 6.1.6-4 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Art. 5. Les Ministres ayant l'Enseignement obligatoire, l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit et l'Enseignement de promotion sociale dans leurs attributions sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 novembre 2023.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Education,

C. DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/47708]

22 NOVEMBER 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot organisatie van twee aanvullende opleidingen gewijd aan mechanismen voor de ondersteuning en de ontwikkeling van de beroepsvaardigheden en de evaluatie van het onderwijspersoneel

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs, artikel 6.1.3-9 en de artikelen 6.1.9-3, 6.1.9-5, zoals ingevoegd door het decreet van 20 juli 2023 met betrekking tot de ondersteuning, de ontwikkeling van de beroepsvaardigheden en de evaluatie van het onderwijspersoneel ;

Gelet op het decreet van 30 juni 1998 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan en het mechanisme voor de ondersteuning en de ontwikkeling van de beroepsvaardigheden van de leden van het bestuurs- en onderwijspersoneel, het opvoedend hulppersoneel en de deskundigen in het onderwijs voor sociale promotie, de artikelen 8.3 en 8.5 ;

Gelet op het decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan en het mechanisme voor de ondersteuning en de ontwikkeling van de beroepsvaardigheden van de leden van het bestuurs- en onderwijspersoneel en het opvoedend hulppersoneel van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de artikelen 8/3 en 8/5 ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 17 juli 2023 ;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 20 juli 2023 ;

Gelet op de « gendertest » van 11 juli 2023 uitgevoerd in toepassing van artikel 4, lid 2, 1°, van het decreet van 07 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 02 oktober 2023 met het onderhandelingscomité tussen de Regering en « Wallonie-Bruxelles Enseignement » en de federaties van inrichtende machten bedoeld in de artikelen 1.6.5-6 en volgende van het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs ;

Gelet op het protocol van syndicale onderhandeling binnen het Onderhandelingscomité van Sector IX, het Provinciaal en Plaatselijk Comité voor de Openbare Diensten, Afdeling II, en het Onderhandelingscomité voor de Statuten van het Gesubsidieerd Vrij Onderwijspersoneel overeenkomstig de procedure van het Koninklijk Besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 houdende organisatie van de betrekkingen tussen de openbare besturen en de vakorganisaties van de werknemers die onder deze besturen ressorteren, afgesloten op 18 september 2023 ;

Gelet op het verzoek om advies aan de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende dat het verzoek om advies op 07 november 2023 is ingeschreven in het register van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder nummer 74.827/2 ;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 07 november 2023 om geen advies uit te brengen binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de minister van Onderwijs en de minister belast met het Onderwijs voor sociale promotie ;
Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° afgevaardigde van de directeur: het personeelslid aangewezen door de directeur, in de zin van artikel 6.1.9-4 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, artikel 8.4 van voormeld decreet van 30 juni 1998 en artikel 8/4 van voormeld decreet van 15 maart 1999 ;

2° halve opleidingsdagen: halve opleidingsdagen als bedoeld, voor zover het leerplichtonderwijs betreft, in artikel 6.1.3-9 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs ;

3° schoolinrichting: elke school in de zin van artikel 1.3.1-1 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs of elke instelling die onderwijs aanbiedt in het kader van sociale promotie of secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan.

Art. 2. § 1. Tijdens de schooljaren 2023-2024, 2024-2025 en 2025-2026 zal een aanvullende opleiding worden georganiseerd tussen het netoverschrijdend niveau en het netniveau, bestaande uit vier halve dagen face-to-face of hybride opleiding gewijd aan mechanismen voor de ondersteuning en ontwikkeling van de beroepsvaardigheden en de evaluatie van het onderwijspersoneel.

De doelgroep voor de opleiding waarnaar wordt verwezen in lid 1 bestaat uit de volgende personen :

1° directeurs die zijn aangesteld of aangeworven in vast verband, stagiairs of die zijn aangesteld of aangeworven op tijdelijke basis, in dienstactiviteit in een onderwijsinrichting ;

2° de leden van de inrichtende machten van het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap die het wensen.

Het aantal halve opleidingsdagen bedoeld in lid 1 wordt gelijk verdeeld tussen het netoverschrijdend niveau en het netniveau bedoeld in artikel 6.1.3-3, § 1, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs.

Binnen elke aanvullende opleiding worden de halve opleidingsdagen die op netoverschrijdend niveau worden georganiseerd, systematisch gevolgd door een opleidingsbegunstigde vóór de halve opleidingsdagen die op netniveau worden georganiseerd.

De halve opleidingsdagen die op netoverschrijdend niveau worden georganiseerd, zijn gewijd aan de richtlijnen die verband houden met de mechanismen voor de ondersteuning en ontwikkeling van de beroepsvaardigheden en de evaluatie van het onderwijspersoneel, alsook aan de doelstellingen van deze mechanismen en de instrumenten die de regelgevende macht in het kader van deze mechanismen moet gebruiken.

De halve opleidingsdagen die op netniveau worden georganiseerd, zijn gewijd aan het contextualiseren en implementeren van de richtlijnen, doelstellingen en instrumenten waarnaar in het vorige lid wordt verwezen, in de specifieke realiteit van het net of de schoolinrichtingen.

Voor de opleidingen van een halve dag die op netniveau worden georganiseerd, ligt de klemtoon op het mechanisme voor de ondersteuning en de ontwikkeling van de beroepsvaardigheden voor de doelgroep bedoeld in lid 2, 1°, en de klemtoon op het evaluatiemechanisme voor de doelgroep bedoeld in lid 2, 2°.

§ 2. In de schooljaren 2023-2024, 2024-2025 en 2025-2026 wordt aanvullende opleiding georganiseerd tussen het netoverschrijdend niveau en het netniveau, bestaande uit vier halve dagen face-to-face of hybride opleiding gewijd aan het mechanisme voor ondersteuning en ontwikkeling van de beroepsvaardigheden van het onderwijspersoneel.

De doelgroep voor de opleiding bedoeld in lid 1 bestaat uit afgevaardigden van directeurs die in vast verband zijn benoemd of aangeworven of tijdelijk zijn aangesteld of aangeworven, die in dienstactiviteit zijn in een onderwijsinstelling.

Het aantal halve opleidingsdagen bedoeld in lid 1 wordt gelijk verdeeld tussen het netoverschrijdend niveau en het netniveau bedoeld in artikel 6.1.3-3, § 1, van het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs.

Binnen elke aanvullende opleiding worden de halve opleidingsdagen die op netoverschrijdend niveau worden georganiseerd, systematisch gevolgd door een opleidingsbegunstigde vóór de halve opleidingsdagen die op netniveau worden georganiseerd.

De halve opleidingsdagen die op netoverschrijdend niveau worden georganiseerd, zijn gewijd aan de richtlijnen in verband met de mechanismen voor ondersteuning en ontwikkeling van beroepsvaardigheden en voor de evaluatie van het onderwijspersoneel, alsook aan de doelstellingen van deze mechanismen en de instrumenten die de regelgevende macht in het kader van deze mechanismen moet gebruiken. De nadruk ligt op het mechanisme voor de ondersteuning en ontwikkeling van beroepsvaardigheden.

De opleidings sessies van een halve dag die op netniveau worden georganiseerd, zijn gewijd aan het contextualiseren en implementeren van de richtlijnen, doelstellingen en instrumenten van de regelgevende macht met betrekking tot het mechanisme voor het ondersteunen en ontwikkelen van de beroepsvaardigheden waarnaar in het vorige lid wordt verwezen, in de specifieke realiteit van het net of de schoolinrichtingen. De nadruk ligt op het begrip delegatie.

Art. 3. De aanvullende opleidingen bedoeld in artikel 2 zijn niet onderworpen aan een premie zoals bedoeld in artikel 6.1.6-4 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 01 januari 2024.

Art. 5. De ministers bevoegd voor het leerplichtonderwijs, het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en het onderwijs voor sociale promotie zijn, ieder wat hem/haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 november 2023.

De Minister-president, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en het Onderwijs voor Sociale Promotie,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2024/00783]

13 DECEMBRE 2023. — Décret relatif aux missions régionales pour l'emploi (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er} — Dispositions générales

Article 1^{er}. Les missions régionales pour l'emploi sont des associations qui ont, pour mission principale, l'insertion durable des bénéficiaires visés à l'article 3, au travers d'un accompagnement, vers et dans l'emploi, d'une mise en relation du bénéficiaire avec le marché de l'emploi et d'un travail de réseau.

Pour l'application du présent décret, l'objectif d'insertion, visé à l'alinéa 1^{er}, est réputé atteint si l'accompagnement mène à une occupation de minimum trois mois auprès d'un même employeur ou de minimum six mois auprès d'employeurs différents.

Art. 2. Les missions régionales pour l'emploi peuvent développer d'autres activités que celles prévues par le présent décret, à condition qu'elles soient liées à leur mission principale et qu'elles ne nuisent pas aux activités prévues par le présent décret.

CHAPITRE 2 — Le public cible

Art. 3. § 1^{er}. Toute personne non soumise à l'obligation scolaire, inscrite auprès de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi en tant que chercheur d'emploi inoccupé et qui remplit l'une des conditions suivantes, peut être prise en charge par la mission régionale pour l'emploi :

- 1° ne pas disposer du certificat de l'enseignement secondaire supérieur, ou d'un titre équivalent;
- 2° être restée inscrite chercheur d'emploi inoccupé pendant au moins vingt-quatre mois au cours des trente-six mois précédant sa prise en charge par la mission régionale pour l'emploi;
- 3° être inoccupée et ne pas avoir exercé d'activité professionnelle, ne pas avoir bénéficié d'allocations de chômage, du revenu d'intégration ou de l'aide sociale financière équivalente au revenu d'intégration au cours des trente-six mois précédant sa prise en charge par la mission régionale pour l'emploi;
- 4° bénéficiaire du revenu d'intégration ou de l'aide sociale financière équivalente au revenu d'intégration;
- 5° être étranger et séjourner légalement sur le territoire belge en vertu de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, y compris si la personne étrangère a exercé les voies de recours visées au Titre III de cette loi;